Géographie de la mondialisation : exposé   
  
Libéralisme et capitalisme, deux notions assimilables ?   
  
Si on reprend l’histoire, la création du libéralisme est associée aux monarchies absolues. C’est une doctrine politique créée par les opposants à ces régimes. C’est une philosophie qui assure la primauté de l’individu et déclare tous les individus libres et égaux. Le capitalisme, lui, est une notion purement économique, c’est un régime économique et social dans lequel les capitaux, source de revenus, n'appartiennent pas, en règle générale, à celles et ceux qui les mettent en valeur par leur travail. Il désigne au sens strict un système économique fondé sur la primauté du droit de propriété individuelle et en particulier de la propriété privée des moyens de production.  Cependant, au fil du temps, la notion de « libéralisme » s’est vu attribuer des caractéristiques économiques ; aujourd’hui peut-on associer ces deux termes ? Nous allons présenter un plan en deux parties telles que : certes le libéralisme possède certaines similitudes… Néanmoins, depuis quelques temps ces deux notions ont tendance à être confondues.   
  
I) Similitudes entre les deux notions   
  
1) Evolution de la notion de libéralisme …   
  
\* le libéralisme est au commencement une philosophie politique qui affirme la primauté des principes de liberté et de responsabilité individuelle sur le souverain. C’est une forme d’opposition au droit divin et à l’absolutisme. L’idée étant de mettre en avant la possession de droits fondamentaux par l’être humain. C’est à partir du libéralisme que des régimes basés sur le pouvoir du peuple tel que la démocratie ont pu voir le jour.   
  
\* Cependant l’apparition de cette notion à amené au cours de l’histoire, des dérivées de la notion fondamentale. Ainsi le libéralisme économique à vu le jour.   
Ce courant de pensée prône l’utilisation des libertés économique telles que le libre échange, la liberté d’entreprendre, le libre choix de consommation, de travail, la liberté de la propriété privée ; en matière économique. Il pose également des limites à l’intervention de l’Etat. Ce sont les consommateurs et les producteurs qui ont le choix et non l’Etat qui doit imposer des niveaux de production et de consommation.   
  
2) Et rapprochement avec la notion de capitalisme libéral   
  
\* Le rapprochement entre les deux notions vient du fait que le capitalisme libéral découle directement des idées libérales. Il va reconnaitre plusieurs droits individuels notamment celui du droit de propriété.   
  
\* Le capitalisme étant trop couteux il ne peut se permettre de refuser les compétences d’une personne et va donc être obligé par sa définition de respecter les droits individuels.   
  
\* Le capitalisme justifie le droit de propriété sur les moyens de productions. Ainsi ce droit s’accompagne des droits suivants : gérer ses biens, droit des les vendre, droit de recevoir des revenus liés à cette propriété.   
  
La notion de libéralisme économique et de capitalisme libéral se rejoignent donc sur le principe des libertés propres aux individus. Mais ces ressemblances sont dus à la dérivation des modèles d’origine, il ne faut donc pas oublier que ces deux notions sont au départ très différentes.   
  
II) les différences entre ces deux notions.   
  
1) Des conceptions différentes, sur le plan historique.   
  
\* Le libéralisme est une sorte de philosophie politique issue du courant de pensée des Lumières, qui opte pour la liberté des individus, ainsi que leur égalité.   
  
\* Avec ses convictions de liberté individuelles, le libéralisme amène avec lui l’esprit individualiste des grands acteurs libéraux, ce qui conduit les hommes à ne rechercher que leur propre intérêt. Ceci introduit le fonctionnement de la société libérale : les intérêts égoïstes des hommes peuvent donc être poursuivis, dans l’intérêt de tous.   
  
\* Le capitalisme vient du mot ‘’capital’’, et de l’état d’une personne qui accumule des richesses. Ce n’est ni une doctrine, ni une philosophie sociétale, mais un fait social historique : le régime économique est devenu prédominant dans les temps modernes, avec l’apparition et l’expansion de la société de capitaux. Ce terme est de plus en plus utilisé par les économistes au 20ème siècle.   
  
\* Mais la notion de capitalisme est bien plus ancienne : elle date de la renaissance. Durant cette époque les biens étaient accumulés via l’alliance d’une organisation du travail et de moyens de financement particuliers. Ce système, par la suite, s’étendra très fortement, lors de la première révolution industrielle, en 1790 (le mot capitalisme est inventé par Karl Marx, vers le milieu de 18ème siècle).   
  
Alors que la doctrine libérale a vu le jour avec les Lumières, le capitalisme, lui, du attendre l’apparition d’une vision économique du libéralisme afin qu’une une corrélation entre les deux commence à exister. Cependant, on associe bien trop souvent le libéralisme économique avec le capitalisme.   
  
2) Capitalisme et libéralisme économique, deux notion qui ‘‘fonctionne’’ différemment.   
  
\* Le capitalisme, pour se réaliser, doit intégrer plusieurs notions. Il sous-entend en premier lieu l’acceptation de la propriété privé. Cela entraine donc la poursuite par les individus de leurs propres intérêts, ce qui devrait naturellement réguler l’intérêt collectif. Dans ce système, on distingue les propriétaires, qui possèdent les outils de production, et les salariés, qui vendent leur force de travail. On distingue ici les dominants des dominés.   
  
\* Ce système fonctionne donc sur la base d’une recherche perpétuelle du profit. La production de marchandise est alors constante et les vendre est une nécessité (nécessité pour les dominants d’accroitre la masse des travailleurs afin de produire toujours plus de richesse). Le capitalisme évolue sans cesse, il est instable, mais c’est dans cette instabilité qu’il trouve sa stabilité. Selon Keynes, le capitalisme pourrait évoluer toujours favorablement, car en fonction des époques il arrive à s’adapter aux politiques.   
  
\* Dans un état libéral, l’Etat a un rôle d’Etat gendarme, tout en assurant certaines fonctions qui permettent de stabiliser sa structure économique; c’est là la principale différence avec le capitalisme. Sa tâche principale est d’assurer la liberté des individus qui en compose la population.   
  
\* En effet, le rôle pur de l’agent économique ne peut être joué que par «l’homme libre», car il agit en fonction de ses propres intérêts (comme dans la vision capitaliste), ce qui permet de réguler le marché. L’Etat doit être réduit à sa plus simple expression, c’est-à-dire qu’il doit se limiter à garantir que les règles du jeu soient respectées par tous et il doit sanctionner éventuellement les agents qui contreviendraient à ces règle. En fonction des états, le libéralisme est plus ou moins prononcé. Par exemple dans nos sociétés actuelles, il est possible de constater l’intervention de l’Etat lors de crise économique.   
  
Conclusion :   
  
Le capitalisme rend nécessaire l’intervention minimale de l’Etat, ce qui est assuré par le libéralisme. C’est en ce sens que les rapports entre ces deux notions peuvent être établis. Il convient cependant d’ajouter que le capitalisme peut exister en l’absence de mise en œuvre d’un libéralisme pur. L’Etat peut ainsi jouer un rôle important dans la persistance du système en intervenant dans la sphère économique, ce qui est contraire à la volonté libérale. Cependant, le capitalisme est très dépendant de la forme que prend l’Etat. Aujourd’hui, la circulation des marchandises entre les pays a conduit à la mondialisation. Les frontières sont atténuées, ce qui permet l’ouverture de nouveaux marchés et ainsi une plus grande production de richesse. C’est ainsi que le capitalisme s’est introduit dans toutes les régions du monde, à plus ou moins grande échelle. Aujourd’hui en route vers une sortie de la crise, la prise de conscience mondiale va-t-elle amenée à une atténuation du capitalisme qui pourrait le rapprocher du libéralisme ?

CLASSIQUES/ LIBÉRAUX | NÉO- CLASSIQUES | KEYNESIENS |   
Fin du XVIIIème siècleLes anglais Adam Smith, David Ricardo, Jean-Baptiste Say Def : ensemble des économistes qui, à la fin du XVIIIe, ont fondé la science économique en cherchant à établir des « lois naturelles » pr éclairer le fonctionnement de l’économie | Deuxième moitié du XIXème siècle Léon Walras, Vilfredo Pareto Def : théorie économique qui analyse et cherche à démontrer l’efficacité d’une organisation économique fondée sur la libre concurrence, l’initiative individuelle et les mécanismes du marché | En 1936, la Théorie Générale de l’emploi, de l’intérêt et de la monnaie de Keynes bouleverse complétement la conception de l’économie Keynes : économiste britannique, 1883-1946 Def : ensemble des analyses issues des de Keynes, qui en s’opposant à une théorie néo-classique de l’éco, justifient une intervention de l’Etat ds certaines circonstances L’analyse keynésienne montre surtout la nécessité du rôle de régulation de l’Etat soit lorsque la conjoncture s’emballe (inflation) soit, au contraire, en cas de récession.Les principaux raisonnements keynésiens ne s’appliquent qu’à des situations particulières se manifestants sur une courte période, ds lesquelles les facteurs de P° sont sous-utilisés :- sous-utilisation du facteur W = chômage- sous-utilisation du facteur K = les capacités de P° (machines, équipements) ds les e. ne sont pas utilisées |   
perspective micro-économique  | perspective micro-économique basée sur 3 hypothèses : - 1 - actions ind des ae sur le marchés = « individualisme méthodologique »- 2 - les ind sont des ind rationnels : atteindre le mieux possible (satisfactions la + élevée) ses obj en prenant en compte les contraintes. Le consommateur maximise ses préférences sous la contrainte de R dt il dispose- 3 - chaque ind poursuit son seul intérêt particulier sans se préoccuper des autres le 2ème et 3ème principe définissent l’homo œconomicus = « modèle », « façon schématique de se représenter l’ind ds la th néo-cl. on peut y associer la notion d’utilitarisme : max de plaisir en limitant ses efforts. L’homo œconomicus n’est dc pas altruiste. La recherche de l’intérêt perso ne constitue pas un obstacle au bien-ê de la sté : c’est précisément la poursuite par chacun de son propre intérêt qui permet de réaliser l’intérêt général. C’est la « main invisible » d’Adam Smith qui démontre l’existence d’un ordre éco naturel spontané fondé sur l’intérêt personnel des ind. L’analyse néo-cl distingues de gds types d’ae : les consommateurs : ménages qui consomment des B&S \* cherchent à maximiser leur utilité \* offre leur W sur le marché du W les producteurs : les e. qui produisent \* caractérisé par une fct de P° \* obj : maximiser leur profit | perspective macro-économiqueKeynes pense qu’il faut partir de l’état global (offre globale, demande globale, etc.) de l’éco pr déterminer l’intérêt public du pays |   
L’offre détermine la demande marchés autorégulateurs Les marchés sont à la base de l’éco économie de marché. Pr un marché autorégulateur, l’offre rencontre la demande et c’est cette rencontre qui détermine un prix : un prix d’équilibre donc le marché sera finalement un marché d’équilibre. Il n’y a pas besoin d’intervention de l’Etat car ceux-ci sont auto-régulateurs. | La concurrence pure et parfaite : les prix sont donnés pr les ae mais aucun ae est assez important pr peser sur la fixation des prix.Cette th décrit 4 gds types de marchés : - marché des biens- marché du travail - marché des capitaux- marché de la monnaieL’offre et la demande des ae conduit à un équilibre stable (= prix qui satisfait acheteurs et vendeurs) . On peut considéré des marchés isolées (équilibre partiel – confronter offre et demande d’un bien) ou ts les marchés simultanément (équilibre total) | La demande détermine l’offre Les e. vont s’intéresser à la demande pr décider de ce qu’elles vont produire, cad de ce qu’elles vont offrir sur le marché. Keynes reconnaît aux entrepreneurs le rôle primordial qu’ils ont ds le fonctionnement de l’act éco car oce sont les chefs d’entreprises qui décident seuls du niveau de la P° et dc des emplois nécessaires. ggf- Demande globale = demande de bien de conso + It (demande de biens de P°) demande faites aux entreprises - Demande effective = demande anticipée ; ce qui compte c’est pas la demande au t0 (à l’h actuelle) mais la demande future cad ce que les personnes veulent comme type de prdts et en quelle qté ? C’est l’idée que l’e. se fait de la demande future qui détermine ce qu’elle va produire l’offre semble ê le résultat d’une anticipation de la demande de la part des entrepreneurs qui repose sur un contexte éco. Les investissements des entrepreneurs sont dc à l’origine d’un certain volume de P° et dc d’un certain volume d’emplois. pb : il n’y aucune raison pr que le volume d’emplois décidé par l’entrepreneur corresp exactement au plein-emploi, à l’emploi de ceux qui sont disposés à W au salaire courant l’état de la demande effective peut conduire à un équilibre entre l’offre et la demande mais cela résulte du hasard. pas d’équilibre spontanéLes marchés existent mais ne sont pas à la base, fondamental refus de faire confiance aux mécanismes du marché pr rétablir spontanément l’équilibre ; mm si Keynes est capitaliste : il ne condamne pas pr autant l’éco de marché. Marché des keynésiens : il n’y a pas d’équilibres spontanés, on peut ê en déséquilibre (krach, bulle sur le marché fin et chômage sur le marché du W). Il faut une intervention de l’Etat à certains moments car il n’y a pas d’équilibre pr retrouvé des marchés en équilibre. |   
non-intervention de l’Etat | non-intervention de l’Etat (car il est inefficace et néfaste car perturbe la loi du marché et les calculs économiques des ae) et confiance absolue ds l’efficacité des mécanismes du marché | intervention de l’Etat pr améliorer le climat économique. Cmt ? Par un mécanisme : le multiplicateur mécanismes en chaîne à l’issue desquels une injection de R ds l’économie par l’Etat (It par ex) a provoqué un accroissement bcp plus important de la P° Relance par la consommation : augmenter le R des ménages pr qu’ils puissent consommer plus. Une telle po est nécessaire qd le chômage est important et qu’il existe des capacités de P° inemployés (équipements) ou des stocks importants ds les e. Cette propositions de relance par la conso pr réduire le chômage ne doit ê faite que lorsqu’il existe une sous-utilisations des équipements |   
salaire = coût Le salaire est un coût du W dc un des couts de P° dc l’entreprise agit en fct de ces couts chômage volontaire Le chômage dure car le chômeur ne veut pas W au salaire faible qui lui est proposé épargne détermine ItPour les deux, l’épargne = investissement. Le pb est de savoir si on épargne d’abord et on investit ensuite ou bien on investit et cela déclenche ensuite de l’épargne.L’épargne est préexistante à l’It : il faut de l’épargne pr que les entreprises puissent emprunter et investir | | salaire = revenu Le salaire est d’abord un revenu dc ce qui permet au Wer de consommer chômage involontaire Il n’y a pas de chômage volontaire : il n’y a pas assez de proposition d’emploi l’It détermine l’épargne Quand on investit, on créé des P° sup, on a besoin de salariés sup, on distribue des R sup et un ces R sup, une partie est conso et l’autre est épargner. |   
Conception de l’économie fondamentalement antinomique dc les politique économiques qui sont proposées ne peuvent qu’être différentes |   
| | Politique monétaire : en augmentant la qté de monnaie en circulation dc tx d’i diminuent les ménages qui ont dc des liquidités plus abondantes épargnent sur le marchés financier et achetant des actions et obligations qui va peser sur les tx d’i la baisse des tx d’i poussent les e. à investir Politique budgétaire : accroissement des dépenses publiques sans que les recettes s’accroissent simultanément ( déficit) peut pallier l’insuffisance de la demande privée.

Chapitre 6 : **Les limites à l’efficacité des politiques économiques** |   
    
I-              Les limites de la politique budgétaire   
    
A/ Quels sont les coûts liés au financement de la politique budgétaire ?   
    
Pour financer une politique budgétaire de relance, l’État peut recourir soit à l’emprunt – ce qui conduit à une augmentation de la dette publique –, soit à la hausse des impôts. Ces deux sources de financement comportent des limites.   
    
1. L’emprunt, source d’effet d’éviction   
    
Le recours à l’emprunt peut entraîner un effet d’éviction, c’est-à-dire le rationnement de la demande de capitaux des agents privés sur le marché financier du fait de la présence de l’État. L’éviction s’appuie sur deux mécanismes :   
– un effet quantité : l’État est un acteur puissant qui offre des garanties. Il sera donc servi en priorité par les prêteurs, ce qui réduit d’autant la quantité de capitaux disponibles pour les autres emprunteurs ;   
– un effet prix : l’augmentation de la demande de capitaux sur les marchés financiers (investisseurs privés + État) face à une offre inchangée conduit à une hausse du prix des capitaux, c’est-à-dire des taux d’intérêt. Les capitaux deviennent ainsi plus coûteux pour les emprunteurs privés.   
Cet effet d’éviction peut entraîner une baisse de l’investissement privé et freiner l’effet de relance impulsé par la politique budgétaire.   
    
1. L’impôt, source de désincitation au travail   
    
Pour éviter cet effet d’éviction, l’État peut financer ses dépenses publiques entièrement par les recettes fiscales en augmentant les impôts. Cependant, ce choix n’est pas sans conséquences. L’économiste américain A. Laffer, chef de file de « l’école de l’offre », a montré, à travers sa fameuse « courbe en cloche », qu’au-delà d’un certain seuil d’imposition, les individus sont incités à réduire leur activité économique.   
Cela a deux effets majeurs :   
–       un frein pour la croissance économique, puisque l’activité se ralentit ;   
–       une baisse des recettes de l’État (d’où l’expression « Trop d’impôt tue l’impôt »).   
Certaines mesures fiscales récentes prises en France (loi TEPA du 21 août 2007 pour la défiscalisation des heures supplémentaires et le plafonnement du taux d’imposition sur le revenu à 50 %) s’appuient sur cette théorie.   
    
B/ Quelles contraintes pèsent sur la politique budgétaire ?   
    
Outre l’effet d’éviction à court terme, le recours à l’emprunt pour financer les dépenses publiques pose un problème à long terme de soutenabilité des finances publiques.   
La dette publique correspond à l’ensemble des emprunts publics contractés par toutes les administrations publiques. Le service (ou charge) de la dette est le montant à rembourser chaque année, qui comprend une part de capital et les intérêts.   
    
Lorsque la dette publique s’accroît fortement, cela pose deux problèmes :   
–       les marges de manœuvre budgétaires pour financer des politiques économiques se réduisent, une grande part des dépenses étant affectée au paiement du service de la dette (15,6 % en 2009 pour la France, par exemple) ;   
–       l’État peut se retrouver dans une situation d’insolvabilité, c’est-à-dire d’incapacité à faire face au remboursement de la dette sans recourir à des ajustements budgétaires importants. La situation de la Grèce en 2010 caractérise cet état d’insolvabilité.   
Ce problème de soutenabilité peut se poser d’autant plus si un effet « boule de neige » (d’autoalimentation de la dette) se met en place. Lorsque le taux de croissance est inférieur aux taux d’intérêt, les recettes fiscales s’amoindrissent (stabilisateur automatique), tandis que les charges d’intérêts, qui font partie des dépenses publiques, augmentent, ce qui contribue à creuser le déficit budgétaire. L’accroissement du déficit doit être financé par un nouvel endettement : c’est l’effet « boule de neige ».   
    
C/  Quelles sont les limites à l’efficacité des politiques budgétaires ?   
1. Les anticipations des agents   
    
Les anticipations des agents économiques jouent un rôle central dans la réussite d’une politique économique.   
L’analyse keynésienne soulignait l’importance des croyances des agents économiques dans leurs décisions économiques d’investir, de consommer. De ce fait, une politique budgétaire de relance sera d’autant plus efficace que les individus croient en la reprise. Cela évitera les comportements attentistes et favorisera les actes de consommation et d’investissement. Ainsi, des anticipations optimistes peuvent jouer comme un amplificateur pour une politique de relance.   
Les anticipations peuvent aussi limiter fortement l’efficacité d’une politique budgétaire. Dans le cas d’une politique de relance financée par l’emprunt, la théorie de l’équivalence ricardienne (Ricardo-Barro) énonce que les agents économiques anticipant une hausse future des impôts pour rembourser vont épargner davantage, réduisant de ce fait l’effet multiplicateur.   
Enfin, selon le courant des anticipations rationnelles, les agents économiques connaissent l’ensemble des effets induits par les politiques économiques mises en place, notamment l’inflation. Ils ne seraient alors pas dupes et n’augmenteraient pas leurs dépenses, anticipant la dégradation de leur pouvoir d’achat.   
L’ensemble de ces analyses démontre la nécessité de prendre en compte les anticipations des agents économiques lors de la prise d’une mesure de politique économique. Le suivi des indicateurs tels que l’indice de climat des affaires ou le moral des ménages (enquête mensuelle de conjoncture) par l’Insee va dans ce sens.   
    
    
1. Les délais de mise en œuvre   
    
Les délais de mise en œuvre (de décision, d’exécution et d’impact) peuvent transformer une politique contracyclique en une politique procyclique.   
Par exemple, une politique budgétaire de rigueur (baisse des dépenses publiques, hausse des impôts) décidée pour faire face à une situation de forte croissance inflationniste peut, du fait des délais de mise en œuvre, produire ses effets, alors que la situation économique a évolué et que la croissance est ralentie, voire négative. Dans ce cas, la politique de rigueur risque d’aggraver la récession.   
    
1. Les « fuites » dans une économie ouverte   
    
Dans une économie ouverte, l’effet multiplicateur peut être affaibli par deux fuites principales : l’épargne, et la consommation de produits importés.   
L’effet multiplicateur est d’autant plus fort que la propension à consommer  est forte. Si la hausse des revenus induite par la politique économique est affectée en grande partie à l’épargne, cela n’a pas d’effet d’entraînement positif sur l’économie (pas de consommation, donc pas de production supplémentaire).   
De même, si une grande partie des revenus distribués se porte sur la consommation de produits importés, cela va entraîner une relance de la production des pays en question, mais n’aura aucun impact sur l’économie nationale.   
    
II-            Les limites de la politique monétaire   
    
A/ Quels sont les effets pervers de la politique monétaire ?   
La politique monétaire a deux objectifs principaux : l’inflation et la croissance, souvent incompatibles.   
D’après la théorie quantitative de la monnaie et les monétaristes (M. Friedman, 1976), une politique monétaire expansive (taux d’intérêt bas) visant à soutenir la croissance provoque une création monétaire excessive source d’inflation (exemple de la politique menée par la Fed entre 2001 et 2005 à l’origine de la bulle immobilière).   
Inversement, une politique monétaire restrictive mise en place pour lutter contre l’inflation peut avoir un impact négatif sur la croissance. La hausse des taux d’intérêt et la contraction des crédits qu’elle entraîne peut être un frein à l’investissement et à la consommation. Par ailleurs, une hausse des taux directeurs peut conduire à l’appréciation de la monnaie (écart de taux avantageux, d’où un afflux de capitaux dans le pays), ce qui pénalise les exportations.   
    
B/  Quelles sont les conditions d’efficacité de la politique monétaire ?   
    
Pour être efficace, la politique monétaire doit être crédible et transparente. La crédibilité de la politique monétaire permet de modérer à la baisse les anticipations d’inflation et les revendications salariales des agents économiques. L’indépendance de la banque centrale permet de renforcer cette crédibilité (études d’Alesina et Summers, 1993 ; modèle de Rogoff, 1985).   
Par ailleurs, la transparence de la politique monétaire, c’est-à-dire le fait de rendre lisibles les choix de politique monétaire, permet aux agents économiques de disposer des informations nécessaires pour formuler des anticipations justes quant à l’inflation. Cela évite une incertitude qui pourrait nourrir des anticipations erronées de l’inflation et des revendications salariales correspondantes.   
    
C/ Quelles sont les difficultés de mise en œuvre de la politique monétaire entre intégration régionale et mondialisation ?   
    
1. Une politique monétaire unique dans une zone euro hétérogène   
    
La politique monétaire en Europe est très spécifique, puisqu’il y a une seule politique monétaire commune pour 16 politiques budgétaires nationales. Dans une zone monétaire, la même politique doit aller à tout le monde. Or, de nombreux écarts persistent entre les 16 économies de la zone en matière d’inflation, de croissance et de déficit public. Ainsi, en 2009, alors que la Grèce est dans une situation de conjoncture très dégradée (inflation forte à 4 %, déficit public autour de 8 % du PIB et croissance faible), les Pays-Bas résistent à la crise avec une inflation faible et un excédent budgétaire. Il est donc très difficile pour la BCE de mener une politique adaptée à l’ensemble des pays, même dans le cas d’un choc symétrique récessif.   
De plus, du fait de canaux de transmission différents, une même politique n’aura pas le même impact selon les pays.   
    
1. Une politique monétaire contrainte par la mondialisation   
    
L’internationalisation des capitaux, conséquence de la mondialisation, pèse fortement sur l’autonomie des politiques monétaires.   
Le triangle des incompatibilités de R. Mundell illustre cette contrainte. Cette théorie, élaborée au début des années 1960, énonce le fait qu’un espace économique ne peut pas bénéficier à la fois de la libre circulation des capitaux, de taux de change fixes et d’une politique monétaire nationale autonome.   
En effet, le niveau des taux directeurs fixés par les banques centrales influence fortement les mouvements de capitaux, qui circulent librement sur les différents marchés financiers à la recherche du meilleur rendement. Ces mouvements impactent fortement sur le niveau du taux de change, qui a lui-même un effet sur le commerce extérieur, et donc sur la croissance.   
Ainsi, lorsque la BCE décide du niveau des taux directeurs en fonction d’objectifs internes (inflation, croissance), elle doit tenir compte de l’impact de son choix sur le niveau du taux de change.   
    
    
    
III-          La difficile articulation des politiques conjoncturelles en Europe   
    
A/ Pourquoi coordonner les politiques conjoncturelles européennes ?   
    
Il apparaît nécessaire de coordonner les politiques économiques au sein de la zone euro afin d’exploiter l’interdépendance économique des pays tout en limitant les effets néfastes sur l’économie de la zone (inflation, taux d’intérêt) des politiques économiques menées de manière isolée.   
Cela implique une coordination à deux niveaux :   
–       la coordination des politiques budgétaires nationales pour éviter les comportements de passager clandestin et les effets néfastes d’une politique budgétaire isolée sur l’économie de la zone (hausse de l’inflation et des taux d’intérêt). De plus, l’interdépendance commerciale amplifie l’efficacité des politiques budgétaires lorsqu’elles sont concertées ;   
–       la coordination des politiques budgétaires avec la politique monétaire (policy mix) pour renforcer l’efficacité de ces politiques.   
    
B/ Quelles sont les limites des mécanismes de coordination des politiques conjoncturelles en Europe ?   
La coordination des politiques conjoncturelles en Europe repose sur deux outils principaux :   
–       la coordination indicative à travers les lignes directrices intégrées (GOPE et LDE), qui reste indicative comme son nom l’indique, et porte davantage sur les politiques économiques structurelles ;   
–       la coordination coercitive, qui impose des règles aux États membres parmi lesquelles le Pacte de stabilité et de croissance (déficit budgétaire inférieur à 3 % du PIB et une dette publique inférieure à 60 % du PIB). Le Pacte, signé en 1997 par les pays membres de la zone euro, est vivement critiqué, car il limite la marge de manœuvre des États en matière de politique économique conjoncturelle, les obligeant à mener des politiques procycliques sans pour autant encourager la mise en œuvre d’une politique budgétaire commune ou concertée.